

Après la ville, quelle sociologie urbaine des métropoles ?

Par Maie Gérardot. Le 17 novembre 2008

Comment penser et analyser la métropole contemporaine ? De quels instruments, démarches et outils la sociologie urbaine dispose-t-elle pour y parvenir ? Voici les deux principales questions qui animent le dernier ouvrage de Michel Bassand, Professeur honoraire à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, *Cités, villes, métropoles. Le changement irréversible de la ville*. Cet ouvrage est pensé comme une « synthèse de la sociologie urbaine » (p. 15), nourri par plus de trente ans de recherches et de nombreuses publications ; sa lecture est rendue particulièrement attrayante et agréable du fait des respirations qu'offrent, tout au long du texte, de remarquables clichés en noir et blanc, résultat d'un travail de l'agence suisse Interfoto sur les périphéries urbaines.



L'auteur part du constat que la sociologie urbaine doit aujourd'hui répondre à trois enjeux majeurs : le premier est celui d'expliquer les mutations urbaines, inscrites dans un contexte de métropolisation ; le second est lié à l'exigence d'interdisciplinarité que requiert l'appréhension des sociétés urbaines ; le troisième concerne, quant à lui, la sociologie urbaine elle-même, écartelée entre différentes écoles et chapelles, exposée à la parcellisation des savoirs que cette situation implique alors même que le phénomène social urbain demande une approche synthétique et plurielle.

L'ouvrage pose par conséquent deux questions majeures, intimement liées : comment saisir les changements qu'ont rencontré et que connaissent actuellement les villes ? Comment faire de la sociologie urbaine une science capable d'analyser et d'expliquer ces changements dans toute leur complexité ? La tentative de réponse que Michel Bassand apporte à ces chantiers fondamentaux est d'ordre à la fois théorique et méthodologique. Elle s'articule autour du cumul de trois approches, à la fois distinctes et interdépendantes : une sociologie de la construction sociale et urbaine, une sociologie des acteurs et enfin, une sociologie en profondeur. Ces trois approches correspondent d'ailleurs aux différentes parties de l'ouvrage.

La configuration historique des sociétés urbaines.

Lorsqu'il aborde la sociologie de la construction sociale et urbaine, qui constitue la première partie de l'ouvrage, l'auteur propose d'abord une définition de la « collectivité urbaine » (p. 43). Michel Bassand préfère au terme de « ville » celui de « collectivité urbaine », définie comme un pôle de modernité, de richesse, de développement social, d'organisation sociale et territoriale et de pouvoir, comme un carrefour aux échelles régionale, nationale, continentale et mondiale. La raison de cette préférence lexicale réside dans le fait que l'auteur considère l'idée même de ville comme caduque, anachronique. Cette critique adressée au mot « ville » n'est pas nouvelle. Dès le début du 20^e siècle, René Maunier, dans sa thèse *L'origine et la fonction économique des villes*, bute sur les définitions administratives de la ville. François Moriconi-Ébrard, de façon plus récente, constate que chaque pays possède ses propres critères de définition d'une ville. S'il est bien difficile de ne pas souscrire au constat initial de Michel Bassand ? le mot « ville » ne coïncide plus avec la réalité qu'il recouvrait jusque-là —, la nouvelle expression n'en est pas moins sujette à débats. En effet, la définition qu'il propose d'une collectivité urbaine exclut de fait les villes petites et moyennes (si l'on prend le cas de la France), qui ne sont pas forcément des pôles de développement, de richesse, de modernité et/ou des carrefours à toutes les échelles et constituent donc des « communautés incomplètes ».

Par ailleurs, une collectivité urbaine et sa dynamique ne sont compréhensibles et analysables que si elles sont resituées dans leur contexte sociétal, « qui les pénètre, leur donne forme et constitue leur substance » (p. 43). Toute collectivité urbaine est ainsi produite par l'imbrication de six champs, qui contribuent tous au « vivre ensemble » : les champs économique, politique, social, culturel, environnemental, territorial, auxquels s'ajoute enfin le champ de la population (p. 45). Chacun de ces champs représente des enjeux. Le champ économique implique les processus de production et de répartition des biens, et peut être à l'origine de fortes inégalités sociales. Le champ politique a pour objectif de réduire les conflits, il implique la démocratie (l'auteur ne précise pas si sa thèse s'applique aux villes des États non démocratiques). Le champ social insère les acteurs dans des réseaux de sociabilité, dans des relations individuelles et collectives et dans des rapports sociaux plus ou moins conflictuels. Le champ culturel comprend de multiples dimensions (religion, art, langue et littérature, sciences, musique, urbanisme, ou encore éducation). Le champ démographique, comme son nom l'indique, concerne la population (importance, statistiques), il est intimement lié à la famille. Le champ territorial et environnemental enfin, correspond aux trois éléments majeurs que sont l'eau, l'air et le sol, qui permettent agriculture, industrie et satisfaction des besoins de l'humanité.

Parce qu'imbriquées dans ces champs englobants et dynamiques, les collectivités urbaines ne sont pas figées, elles évoluent dans le temps et dans l'espace, en fonction justement des champs qui les structurent. Michel Bassand explique ainsi que « les sociétés agraires féodales, les sociétés agraires autoritaires, les sociétés industrielles et les sociétés informationnelles ont structuré respectivement les cités, les villes médiévales, les villes classiques, les villes industrielles et les métropoles » (p. 66). À chaque type de société correspond donc une forme spatiale urbaine. Cependant, le schéma historique proposé par l'auteur apparaît très linéaire, systématisée même : « cité puis ville puis métropole ». Ce faisant, il simplifie une réalité urbaine complexe et multiforme, faite d'allers et de retours, de bifurcations, ou suivant un tout autre chemin : une métropole a-t-elle nécessairement correspondu historiquement à une cité agricole puis une ville industrielle ? C'est sans doute là que se situe le point le plus problématique de l'ouvrage.

Il faut également pointer un autre problème de la démonstration : le manque réel de clarification de la part de l'auteur, de la distinction qu'il établit entre une « communauté urbaine » et une « société urbaine ». Tout dans cet ouvrage fonctionne comme un emboîtement de multiples poupées russes, au point que le lecteur peut parfois en perdre le fil et, ce faisant, confondre les différents termes : champs, sociétés, enjeux, collectivités, mouvements, sociaux, niveaux... la multiplicité des termes, la complexité du raisonnement et les multiples répétitions rendent l'ensemble parfois ardu à lire.

Une clarification du jeu des acteurs urbains au risque de la simplification.

L'idée principale de l'ouvrage étant donc que les sociétés façonnent les collectivités urbaines, l'auteur interroge plus précisément la place des acteurs, individuels et collectifs, dans ce processus. Dans ce qu'il nomme la sociologie des acteurs urbains, Michel Bassand distingue quatre types d'acteurs individuels de la production urbaine : des acteurs économiques (chefs d'entreprises, ou propriétaires fonciers, préoccupés par le marché et la rentabilité), des professionnels de l'espace (architectes, urbanistes ou encore ingénieurs), des acteurs politiques (élus, hauts fonctionnaires, hommes politiques et patrons de presse) et des habitants-usagers-citoyens qui s'approprient l'espace dans lequel ils vivent (l'usager qui utilise les services et équipements mis à sa disposition, le citoyen qui participe à la vie de son pays et paie des impôts).

Michel Bassand ne précise pas cependant ce qui nous apparaît implicite : ces catégories ne sont pas exclusives les unes des autres, il n'est par exemple pas impossible d'être *à la fois* acteur économique, politique, habitant, usager et citoyen. En ce qui concerne les acteurs collectifs, l'auteur s'attache en particulier à l'étude des mouvements sociaux, définis comme « des entités qui divisent mais qui en même temps structurent conflictuellement les sociétés de l'information » (p. 143). Trois mouvements sociaux sont identifiés : celui des rationalisateurs, celui des contestataires et celui des réactionnaires. Les rationalisateurs sont les dirigeants des multinationales, ils en commun les valeurs de rationalité économique, de vitesse, de productivité, de rentabilité et de performance. Ils sont capitalistes et libéraux. En opposition aux rationalisateurs existe un second mouvement social, celui des contestataires, qui défendent la solidarité et l'équité. Ce sont par exemple les écologistes, les altermondialistes ou encore les pacifistes. Enfin, un troisième mouvement social est celui des réactionnaires (xénophobes et racistes), opposé aux deux autres mouvements. Dans la description de ces mouvements sociaux une nouvelle critique se fait jour : des propos parfois clairement normatifs et déconcertants (« mieux vaut le conflit que l'ignorance d'autrui » ? p. 51 ; « ce désarroi peut mener aux pires errements dont le suicide » ? p. 50) qui, par leur tonalité presque manichéenne, mettent à rude épreuve le caractère convaincant de sa démonstration. Un rationalisateur est-il toujours libéral et capitaliste ? Un réactionnaire est-il obligatoirement raciste ? On reste sceptique ...

Vers un nouveau projet pour les métropoles ?

Enfin, le dernier chantier auquel se confronte l'auteur est celui de la sociologie en profondeur, expression d'ailleurs empruntée à Georges Gurvitch (1894-1965), sociologue français considéré comme un héritier de Marcel Mauss et comme l'un des précurseurs de la sociologie juridique. Georges Gurvitch défendait l'idée que seule la sociologie en profondeur (c'est-à-dire une sociologie en paliers¹) permettait de rendre compte de la réalité sociale. Michel Bassand choisit de ne distinguer que trois paliers d'analyse : la morphologie urbaine (forme urbaine), les pratiques

sociales (comportements sociaux des citoyens) et les représentations collectives. Le palier de la morphologie urbaine, c'est celui de la description et de l'analyse de la forme urbaine : la ville médiévale n'est pas la ville industrielle ou la métropole, et il s'agit de comprendre comment elles ont été produites et comment elles fonctionnent. Une métropole, par exemple, est caractérisée par une forte fragmentation socio-spatiale, une fragmentation temporelle (conflits entre les temporalités historiques et les temporalités cycliques) et un étalement urbain aux marges duquel se développe la rurbanisation. Le second palier de cette sociologie est celui des pratiques sociales, c'est-à-dire des comportements. Il s'agit ici de montrer que les pratiques (habiter, circuler, gouverner, ...) façonnent la collectivité urbaine. Enfin, troisième et dernier palier, celui des représentations. Michel Bassand définit une représentation comme « un système d'idées, de connaissances, de signes, de symboles, de croyances, de valeurs, etc qui reflète certains aspects de la réalité » (p. 188) et distingue trois grands types de représentations collectives : la théorie scientifique, l'idéologie et l'utopie (les trois se mêlant souvent). Ces trois paliers ne sont pas indépendants, ils s'influencent les uns les autres (p. 194). Ils sont conditionnés par les collectivités urbaines et les acteurs autant qu'ils les conditionnent.

Sociologie de la construction urbaine, sociologie des acteurs urbains et sociologie en profondeur sont complétées en conclusion par une sorte de programme quasi politique dont l'objectif est une « altermétropolisation » (p. 220) : celle-ci consiste à lutter contre les inégalités sociales, œuvrer pour le développement durable, inventer la démocratie des nouvelles collectivités urbaines métropolitaines, limiter le développement des non-lieux, donner la priorité à des recherches pluridisciplinaires, agir contre le vieillissement démographique des métropoles et aider au développement socio-économique des pays du Sud. Programme ambitieux, qui reste au final assez banal. Là encore nous pouvons pointer et regretter la vision tranchée Michel Bassand, qui semble assimiler de façon récurrente la métropole à l'ensemble des maux urbains imaginables.

Au final, le lecteur trouve-t-il dans cet ouvrage une nouvelle approche sociologique du fait métropolitain et plus globalement du phénomène urbain ? À défaut de se prononcer de manière définitive, nous inviterons les lecteurs à le compléter par la lecture d'un autre ouvrage, *Enjeux de la sociologie urbaine* (voir la [recension de P. Lannoy sur EspacesTemps.net](#)), auquel Michel Bassand a contribué, avec deux autres sociologues, Vincent Kaufmann et Dominique Joye, et qui répond sans doute mieux à cette ambition.

Michel Bassand, *Cités, villes, métropoles. Le changement irréversible de la ville*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes (PPUR), 2007.

Note

1 Dix paliers, cités par Michel Bassand (p. 173) : palier de la forme (ou de la morphologie, ou de la surface écologique), paliers des organisations, des rôles sociaux, des modèles sociaux et culturels, des pratiques sociales, des attitudes, des symboles, des conduites collectives, des valeurs et des mentalités.

Article mis en ligne le lundi 17 novembre 2008 à 00:00 –

Pour faire référence à cet article :

Maie Gérardot, «Après la ville, quelle sociologie urbaine des métropoles ? », *EspacesTemps.net*, Publications, 17.11.2008

<https://www.espacestems.net/articles/apres-la-ville-quelle-sociologie-urbaine-des-metropoles/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited.
Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.